

Refugees welcome

De Grèce : la galère des réfugiés

Quatre millions de réfugiés ont d'ores et déjà quittés la Syrie en guerre, son dictateur fou-furieux, et ses intégristes. Dix mille réfugiés, hommes femmes et enfants venus de Hongrie par l'Autriche, sont arrivés en Allemagne pour le seul dimanche 6 septembre, un niveau alors jamais atteint en une seule journée, mais après avoir évité quelles embûches, quelles humiliations et quelle haine ! Selon l'Organisation internationale des migrations, plus de 100.000 migrants sont arrivés clandestinement en Europe depuis le début de l'année 2015 et environ 1.770 hommes, femmes et enfants sont morts.

Un parcours souvent semé d'indifférence ou de haine

De la Turquie, il s'agit encore de rejoindre les îles grecques, souvent avec la pression des passeurs qui saignent les populations migrantes au passage. Une semaine, près de 4.300 réfugiés dont une majorité de Syriens, ont débarqués au Pirée, transportés de l'île de Lesbos par les autorités grecques, qui demandèrent une aide de l'Union européenne pour faire face à cet afflux. Me trouvant au Pirée le matin de leur arrivée, j'ai pu voir de mes propres

yeux, leur désarroi et la panique maîtrisée dont ils font preuve après avoir déjà traversé tant d'épreuves, devant l'indifférence de la population grecque.

Malheureusement, difficile de communiquer quand on ne parle pas la langue arabe. Tous revêtent pour la plupart leurs plus beaux habits, avec un sac à dos pour seul souvenir de tout ce qu'ils ont laissé derrière eux. Leur dignité et leur résignation m'ont surtout frappé. Mais, pour la plupart d'entre eux, il ne s'agit là que d'une pause avant de continuer leur périple vers le nord de l'Europe, notamment en empruntant la route des Balkans.

Le lendemain, environ 2.600 réfugiés syriens ont appareillé à bord d'un ferry affrété par les autorités pour Thessalonique, deuxième ville du pays et capitale de la Macédoine grecque. De là, des autocars ont été affrétés pour des transferts en République de Macédoine (Fyrom), pays frontalier de la Grèce, mais par lequel les réfugiés ne font aussi que passer. Ils sont des milliers à remonter les autoroutes et les voies ferrées de Macédoine, en direction de la frontière serbe. Les réfugiés syriens qui empruntent

cette route, moins connue, des Balkans occidentaux vers l'Union européenne, doivent cependant faire face à des vols à main armée, des violences et des prises d'otage. A la frontière serbo-hongroise, ça s'obscurcit encore un peu plus. Les policiers locaux utilisent des gaz lacrymogènes à travers les barrières des camps provisoires pour essayer d'empêcher les réfugiés de s'échapper individuellement. Ceux qui passent par la Bulgarie ne sont pas mieux lotis. Selon le témoignage des associations humanitaires, dans les camps d'accueil, les réfugiés disposent d'un WC pour 100 personnes, pas d'eau chaude, pas d'accès aux soins médicaux. Quelques enfants, peu habitués à la nourriture locale, ont des problèmes digestifs. Les seuls médicaments qui leur sont distribués viennent de la poche de pédiatres bénévoles des associations humanitaires. Mais le pire les attend encore en Hongrie où la situation ressemble à l'enfer. Des centaines de réfugiés tentent de rejoindre l'Allemagne et la France à pied malgré les barbelés et le nombre impressionnant de policiers qui tentent de les empêcher. A la gare de Budapest, un groupe de hooligans a tiré des grenades fumigènes

contre des familles syriennes. Rapidement, un début d'affrontement a eu lieu avant que la police ne s'interpose. Un groupe de réfugiés a eu le sang froid d'organiser une chaîne humaine pour empêcher les skinheads d'agresser les autres migrants. Mais c'est encore en Slovaquie et en République tchèque qu'on a pu assister à une scène digne de l'horreur des années nazies. Avant que des juristes et militants des droits humains n'interviennent, les forces de l'ordre de ces deux pays avaient utilisé des marqueurs pour inscrire une série de chiffres sur la peau de 214 réfugiés, en majorité syriens, interpellés à la frontière à bord de trains venant d'Autriche et de Hongrie. Une procédure justifiée par «la forte présence d'enfants parmi eux et le souci d'éviter que ces derniers ne se perdent», selon la mauvaise foi d'une porte-parole du ministère de l'intérieur tchèque. La porte-parole de la police des étrangers a elle aussi défendu une mesure destinée à protéger les familles. « Nous inscrivons également le code du train à bord duquel ils voyagent, pour savoir vers quel pays nous devons les renvoyer en cas de réadmission ». Un procédé à faire revenir les cauchemars des survivants des déportations et victimes des camps de concentration nazis... C'est terrifiant de voir à quel point les heures les plus sinistres de l'histoire ne font que se répéter, alors que les notions de solidarité, de partage et d'internationalisme sans frontières ni états semblent durablement figés.

Patrick Schindler
groupe Claaaaaash, FA



Les frontières intérieures

Fred

Groupe de Saint Ouen

En ces temps d'amalgames et de confusions permettant d'entretenir et d'attiser la guerre des pauvres contre les pauvres, il est courant de voir les tenants de la préférence nationale étendre leur principe jusqu'au champ de la misère. Le SDF français monsieur, trônerait au sommet d'une hiérarchie déclinant ses paliers sordides, tandis que, sans nul doute, le rom serait cantonné aux niveaux les plus inférieurs.

Non seulement le rom n'est pas, la plupart du temps, de nationalité française, mais il n'a pas, lui, fuit la guerre, ni même la famine. Qu'il n'ait pas su s'accommoder d'une tsiganophobie érigée en principe de gouvernement dans les pays où il est né ne saurait servir de prétexte à son installation. De même, quand il dit préférer à une existence soumise aux aléas des expulsions, une sédentarisation assurant, pense-t-il, un avenir moins désespérant à la génération suivante, il lui est répondu que son intégration serait strictement impossible au regard de critères nébuleux, abscons, et toujours infondés. Dès lors, l'ONU a beau, une fois de plus, condamner la France pour sa « politique exclusive-

ment punitive et destructrice » à l'égard des roms, ces derniers n'en finissent pas de se heurter à ces frontières intérieures qu'on aura jamais fait que feindre d'abolir.

En ce sens, l'exemple des « dispositifs d'insertion » dédiés aux populations roms, leur gestion catastrophique, auront révélé au grand jour la dimension frileuse, tatillonne, finalement excluante des politiques dites d'accueil et de tous les pseudo « efforts » consentis à l'égard des populations exogènes. Ce « oui mais non », ce marché de dupes consistant à placer sous le joug d'un régime ultra discriminant les nouveaux arrivants, à leur imposer des mise aux normes diverses et variées, à les contraindre à embrasser un modèle qui leur est parfaitement étranger et ceci contre la promesse d'une insertion expresse qui n'aura jamais lieu, résume à lui seul la réponse qui est aujourd'hui donnée aux roms et qui sera, demain, apportée aux vagues actuelles de migrants. Les frontières intérieures, soyons-en persuadés, se révèlent aussi ardues à franchir que celles qui continuent de séparer les territoires et les peuples.

L'Allemagne et les réfugiés

Pierre Sommermeyer

Il faut bien dire que l'image de ce pays s'est bien ternie après l'affaire grecque qui n'est d'ailleurs toujours pas terminée. Ces jours-ci marquent un retour de balancier comme si notre voisine outre-Rhin était plus généreuse vis-à-vis des Irakiens et des Syriens que vis-à-vis des Grecs. On ne peut pas dire qu'il y existe un sentiment de culpabilité qui expliquerait cela. Par contre ce qui est sûr c'est que l'Allemagne est un pays d'anciens réfugiés. Et cela nous l'avons oublié, enfermés que nous sommes dans le souvenir des actes nazis de la dernière guerre.

Il y a d'abord eu les réfugiés venant de Russie dans les années 20, fuyant la « révolution » bolchévique. Puis il y eut les réfugiés allemands qui ont quitté ce pays, fuyant le IIIème Reich (la comparaison avec Daesh peut être faite).

Puis il y eut les réfugiés venant de l'URSS et des pays orientaux qui suivaient l'armée nazie dans sa retraite. Puis il y eut dans le pays détruit en 1945 les réfugiés d'une région vers une autre en recherche d'un abri ou d'une pomme de terre à manger. Il faut lire ce livre-reportage dans

lequel Stig Dagerman, ce formidable écrivain anarchiste suédois, relate son voyage au cours de cet « Automne allemand » de 1949 pour saisir l'immense détresse de ce pays détruit autant moralement que physiquement.

Avec la fermeture progressive de la frontière entre la zone russe et la partie occidentale, l'Allemagne de l'Ouest accueillit près de quatre millions de réfugiés quittant la zone orientale. Après 1989 ce fut le tour des Russes allemands (Aussiedler) du fait du droit du sang. On en compta plus d'un million de 1989 à 2006. Entretemps, il y eût la réunification qui correspond à une espèce d'accueil de réfugiés économiques sur place.

Comme on peut le voir, il n'est pas possible de comprendre ce qu'est l'Allemagne si on ne prend pas en compte l'importance que joue la notion même de réfugié. Aujourd'hui la machine caritative allemande tant protestante que catholique s'est jetée à corps perdu dans cette bataille de l'accueil. Dans un pays sans école maternelle d'une part et avec une journée scolaire qui finit

très tôt par rapport à nos critères, les églises tant protestantes que catholiques pèsent d'un poids sans commune mesure avec la situation dans notre pays. Politiquement, il faut aussi comprendre que l'extrême-droite allemande est un repoussoir pour la majorité de la population et qu'Angela Merkel sait bien qu'elle aurait très bien pu elle-même être une réfugiée.



Liberté de circulation et d'installation. Personne n'est illégal.

La crise aigüe que nous traversons est dûe en partie au fait que la question des migrations (notamment des pays du Sud et de l'Europe de l'Est vers l'Europe occidentale) est traitée comme un problème. Les gouvernements successifs n'ont eu de cesse de limiter l'accès au statut de réfugié-e-s et aux procédures de naturalisation. La chasse aux sans-papiers est l'axe principal de leur politique migratoire, influencés qu'ils sont par les extrême-droites européennes et la peur de ne pas être réélus.

Ainsi donc, la réponse de la plupart des pays d'Europe face à ces flux de réfugié-e-s, c'est de construire des murs de la honte, de gazer, de frapper, d'enfermer des hommes, des femmes, des enfants. Trop rarement, il est envisagé des solutions humanistes d'accueil, d'espaces de transit. Non, les migrant-e-s sont parqué-e-s dans des centres de rétention, véritables prisons aux conditions dégradantes. Les migrant-e-s sont traité-e-s comme des délinquant-e-s, coupables a priori d'on ne sait quel crime, si ce n'est celui de vouloir vivre une vie digne et en paix. Car ce qu'ils fuient, c'est d'abord la misère, les conséquences du dérèglement climatique, l'oppression et la guerre.

Combattre les guerres et l'armée.

Nous pouvons aussi être solidaires des déplacé-e-s en pointant ce qui est aux origines de leurs problèmes. Les réfugié-e-s sont victimes des politiques des États de leurs propres régions mais aussi des politiques des États occidentaux, comme la France, qui a soutenu des dictatures, et des États-Unis ou de la Russie. Ils paient également le prix fort des commerces d'armes qui, au gré des conflits, changent de mains et se retournent massivement contre les civils. Ainsi la France a-t-elle vendu des armes en Syrie au gouvernement de Bachar El-Assad mais aussi à ses opposants.

François Hollande envoie l'armée en Afrique, en Irak, ... puis s'étonne que cela suscite des colères sous forme de terrorisme et entretient un climat de peur en France, qui sert à stigmatiser davantage les populations immigrées, ou supposées l'être, dans un amalgame entre étrangers, musulmans et terrorisme. Rappelons que les premières victimes de la barbarie islamiste sont les personnes vivant dans ces régions du monde : Moyen-Orient, Syrie, Irak, Libye, Maghreb, Afrique, ...

Combattre le capitalisme, la pauvreté et la barbarie religieuse

Les autres sources des migrations découlent également de facteurs oppressifs identifiés.

La pauvreté des pays du sud de l'hémisphère est un facteur décisif : les conséquences du colonialisme, passé ou actuel, des systèmes de corruption, du sous-développement... sont, entre autres, la famine et, tôt ou tard, l'exil.

Les barbaries religieuses cherchent à contrôler les États - c'est leur but - et alimentent également les conflits. Des gens quittent leurs régions pour éviter la terreur, l'obscurantisme et les meurtres dictés par des mouvements religieux.

D'ici à 2050, il y aura 250 millions de déplacés dans le monde, dont la moitié pour des raisons climatiques. L'organisation capitaliste du monde génère une crise écologique sans précédents et qui impacte des populations qui fuient.

Et l'opinion publique sait tout cela.

Accueillir, dans la dignité et pour l'égalité des droits

Parce qu'aucun être humain n'est illégal sur cette planète, nous sommes opposés aux opinions et attitudes exprimant du mépris ou de la haine pour les gens qui sont contraints à l'exil. Nous ne distinguons pas les réfugié-e-s politiques des exilés économiques. Nous défendons toujours les opprimé-e-s quelles que soient leur origine, leur couleur de peau ou leur religion contre les États qui les parquent, les groupes armés qui les chassent, contre les politiciens qui cultivent la haine, contre les groupes qui font le lit du racisme.

Aujourd'hui, notre soutien doit aller vers les réfugié-e-s afin de les accueillir dans de bonnes conditions. C'est-à-dire sans les flics ! Il faut pouvoir les héberger, leur trouver de quoi s'installer et vivre dignement. Ne pas les parquer dans des cités miséreuses mais bien les accepter dans nos vies, dans nos quartiers, dans nos écoles. Et éviter qu'ils ne tombent entre les mains de patrons peu scrupuleux qui les exploiteraient.

Nous défendons une vision internationaliste de solidarité et de lutte contre les oppressions. Notre résistance ici doit être globale et sincère. De cette résistance dépendra notre avenir commun : un avenir solidaire et ouvert ou bien un monde en guerre, refermé sur ses frontières.

Nous revendiquons :

- la liberté de circulation des individus ;
- le droit de vivre et de travailler dans le pays de son choix ;
- la fin des violences policières ;
- la fermeture des centres de rétention et l'arrêt des expulsions ;
- l'accueil et la régularisation des réfugié-e-s qui en font la demande.

Relations internationales
de la Fédération anarchiste